

**CONCOURS INTERNE DE LIEUTENANT DE 1^{ère} CLASSE
DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS**

SESSION 2024

ÉPREUVE DE QUESTIONNAIRE À CHOIX MULTIPLES

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :

Questionnaire à choix multiples portant sur les activités et compétences d'officier de garde des sapeurs-pompiers professionnels ainsi que sur des connaissances de culture administrative. Ce questionnaire a pour objet d'apprécier les connaissances professionnelles et institutionnelles du candidat.

Durée : 1h30
Coefficient : 2

À LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE TRAITER LE SUJET :

- ♦ Vous devez impérativement utiliser un stylo ou feutre non effaçable de **couleur NOIRE** sur la grille de réponses.
- ♦ Aucune inscription ou annotation (signature, parafe, tâche, signe distinctif...) autre que celle(s) indiquée(s) dans la grille de réponses ne doit figurer.
- ♦ Le non-respect des règles ci-dessus peut entraîner l'annulation de la copie par le jury.
- ♦ Les feuilles de brouillon et/ou l'original du questionnaire ne seront pas corrigés.

Ce sujet comprend 12 pages.

**Il appartient au candidat de vérifier que le document comprend
le nombre de pages indiqué.**

S'il est incomplet, en avertir le surveillant.

4 - La charte nationale du sapeur-pompier volontaire :

- A. est signée par chaque sapeur-pompier volontaire lors de son premier engagement
- B. est codifiée au code de la sécurité intérieure
- C. détermine les droits et les devoirs des sapeurs-pompiers volontaires
- D. définit le rôle associatif des sapeurs-pompiers dans la promotion des intérêts des sapeurs-pompiers volontaires

5- Le décret n°2022-621 du 22 avril 2022 relatif aux actes de soins d'urgence relevant de la compétence des sapeurs-pompiers autorise les sapeurs-pompiers à :

- A. recueillir l'hémoglobinémie
- B. réaliser une injection intramusculaire d'adrénaline
- C. poser une perfusion
- D. administrer des produits médicamenteux par stylo auto-injecteur

6 - Le dispositif des "pactes capacitaires" concerne :

- A. le risque inondation
- B. le risque feu de forêt
- C. le mécanisme européen de protection civile
- D. la coopération entre les différentes forces de sécurité intérieure

7 - Le réseau radio du futur :

- A. remplacera le système ANTARES
- B. sera commun à l'ensemble des acteurs de la sécurité et du secours
- C. repose sur un réseau de communication très haut débit (4 G et 5 G)
- D. est porté par l'Agence des Communications Mobiles Opérationnelles de Sécurité et de Secours

8 - Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont inspectées sous l'autorité de :

- A. l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques
- B. un service spécialisé de la police ou de la gendarmerie
- C. la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- D. du Maire de la commune siège de l'ICPE

9 - Sont classés comme établissements recevant du public de type W :

- A. les banques
- B. les bureaux
- C. les administrations
- D. les bibliothèques

10 - Le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie :

- A. prévoit un minimum de 30 m³ utilisable en 1 heure pour un risque courant faible
- B. prévoit que plusieurs points d'eau peuvent être comptés pour obtenir les volumes attendus
- C. prévoit que la réception des points d'eau incendie incombe aux SDIS
- D. prévoit que le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ne prescrive pas de ressources en eau pour la défense des forêts contre l'incendie

11 - La direction du service départemental ou territorial d'incendie et de secours comprend :

- A. le médecin chef de la sous-direction santé
- B. le directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours
- C. l'officier de sapeurs-pompiers volontaires, référent pour le volontariat
- D. les chefs de centre

12 - Le chef du centre d'incendie et de secours est obligatoirement un sapeur-pompier professionnel lorsque ?

- A. Le centre d'incendie et de secours comprend 30 sapeurs-pompiers professionnels
- B. Le centre d'incendie et de secours comprend au moins neuf sapeurs-pompiers professionnels
- C. Le centre d'incendie et de secours comprend cinquante sapeurs-pompiers volontaires
- D. Le centre d'incendie et de secours comprend un effectif total supérieur à 30 sapeurs-pompiers dont huit sapeurs-pompiers professionnels

13 - Quelle est la chaîne de remontée de l'information en gestion de crise de sécurité civile ?

- A. ERCC - COZ - CODIS - PCC
- B. PCC - COD - CODIS - COGIC
- C. COD - COZ - COGIC - ERCC
- D. PCC - CODIS - COGIC - ERCC

14 – Selon la réglementation française, quels sont les régimes des ICPE ?

- A. Certification
- B. Enregistrement
- C. Autorisation
- D. Déclaration

15 - Quels sont les éléments de l'analyse systémique dans le cadre des interventions en risque chimique ?

- A. Enjeux
- B. Aléas
- C. Sources
- D. Cibles

16 - Sur une carte à l'échelle 1 : 25 000 on a mesuré une distance entre 2 points et le résultat suite à la conversion est de 2km 800 m. Quelle est la distance mesurée sur la carte en mm ?

- A. 108 mm
- B. 110 mm
- C. 112 mm
- D. 114 mm

17 - Quel(s) code(s) précise/ent les modalités relatives à l'activité de sapeur-pompier volontaire ?

- A. Le Code Général des Collectivités Territoriales
- B. Le Code de la sécurité intérieure
- C. Le Code de la Fonction publique d'État
- D. Le Code du travail

18 - Quelle(s) réponse(s) concernant le CoTRRIM est/sont correcte(s) ?

- A. Il est établi par le premier Ministre
- B. Il est établi par le Ministre de l'intérieur
- C. Il est établi sous l'autorité des préfets de départements et de zone de défense et de sécurité
- D. Il associe tous les acteurs territoriaux de la gestion des crises, publics et privés

19 - Dans les secteurs situés en aval immédiat d'un ouvrage hydraulique, un signal d'alerte spécifique de type « corne de brume » avertit la population de la rupture de l'ouvrage ou d'un lâché d'eau important. Il comporte un cycle ...

- A. d'une durée minimum de 1 minute, composée d'émissions sonores de deux secondes séparées par un intervalle de trois secondes.
- B. d'une durée minimum de 2 minutes, composée d'émissions sonores de deux secondes séparées par un intervalle de trois secondes.
- C. d'une durée minimum de 3 minutes, composée d'émissions sonores de deux secondes séparées par un intervalle de trois secondes.
- D. d'une durée minimum de 4 minutes, composée d'émissions sonores de deux secondes séparées par un intervalle de trois secondes.

20 - Quelle(s) réponse(s) concernant l'Etat-Major de la Sécurité Civile est/sont correcte(s) ?

- A. Il veille au bon fonctionnement de la C2IPAV (Cellule Interministérielle d'Information du Public et d'Aide aux Victimes)
- B. Il s'appuie sur le COGIC (Centre Opérationnel de Gestion Interministérielle des Crises)
- C. Il veille au bon fonctionnement de la CIC (Cellule Interministérielle de Crise)
- D. Aucune réponse ne convient

21 - La DGSCGC, placée sous l'autorité du directeur général assisté d'un adjoint, chef de service, comprend :

- A. une direction et deux sous-directions
- B. une direction et trois sous-directions
- C. une direction et quatre sous-directions
- D. une direction et cinq sous-directions

22 - Quelle(s) réponse(s) concernant les zones de défense et de sécurité est/sont correcte(s) ?

- A. Elles élaborent des mesures militaires
- B. Elles administrent des moyens de la Police nationale
- C. Elles administrent des moyens de la Gendarmerie nationale
- D. Elles coordonnent les moyens de sécurité civile dans la zone

23 - Que signifie l'acronyme SGAMI ?

- A. Service de Gestion de l'Administration du Ministère de l'Intérieur
- B. Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur
- C. Système de Gestion de l'Alerte du Ministère de l'Intérieur
- D. Secrétariat de Gestion de l'Administration du Ministère de l'Intérieur

24 - Le règlement général de protection des données (RGPD) est un texte :

- A. réglementaire européen
- B. qui s'applique à toute structure publique ou privée
- C. entré en application en 2018
- D. entré en application en 2020

25 - La part du produit de la taxe sur les contrats d'assurance (TSCA) à destination des SIS est :

- A. versée directement au budget des SIS
- B. versée aux conseils départementaux
- C. une dynamique positive d'année en année
- D. une dynamique négative d'année en année

26 - Le contrôle de légalité d'un acte administratif d'une collectivité territoriale :

- A. peut porter sur l'opportunité de l'acte
- B. est toujours effectué a priori
- C. est effectué par le représentant de l'Etat dans le département
- D. relève du juge judiciaire

27 - Un maire :

- A. peut être président du conseil d'administration du SDIS
- B. est officier de police judiciaire
- C. est représentant de l'Etat dans sa commune
- D. est élu au suffrage universel direct

28 - Un établissement public de coopération intercommunale :

- A. est une forme d'intercommunalité
- B. peut être une métropole
- C. peut contribuer au budget du service d'incendie et de secours
- D. est une autorité administrative indépendante

29 - Est/sont soumis à l'avis de la commission administrative paritaire :

- A. un refus de titularisation
- B. un licenciement en cours de stage
- C. la réintégration après détachement
- D. un avancement de grade entraînant un changement de cadre d'emploi

30 - La loi du 25 novembre 2021, dite loi "Matras", a introduit la notion de :

- A. réserve communale de sécurité civile
- B. réserve départementale de sécurité civile
- C. réserve citoyenne des services d'incendie et de secours
- D. réserve citoyenne de défense et de sécurité

31 - Le référent mixité et lutte contre les discriminations assure les missions suivantes :

- A. la participation à l'élaboration du rapport social unique
- B. la réalisation d'actions de sensibilisation des agents sur l'égalité professionnelle
- C. le conseil aux agents sur des questions liées aux discriminations
- D. la prise en charge psychologique des agents victimes de discrimination

32 - Constitue(nt) une/des dépense(s) de fonctionnement pour un SDIS :

- A. les indemnités des sapeurs-pompiers volontaires
- B. l'achat d'un fourgon incendie
- C. la contribution du conseil départemental
- D. l'achat de gants de déblais

33 - Constitue(nt) une/des sanction(s) du deuxième groupe :

- A. la rétrogradation
- B. le blâme
- C. l'abaissement d'échelon
- D. l'exclusion temporaire de fonctions de 6 jours

34 - L'article 49 alinéa 3 de la Constitution :

- A. engage la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée Nationale
- B. permet le vote du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS)
- C. stipule qu'une motion de censure peut être déposée dans les 24h
- D. stipule que seul le Président de la République peut y recourir

35 - Le défenseur des Droits est compétent pour :

- A. la défense des personnes mises en examen
- B. la protection des lanceurs d'alerte
- C. la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité
- D. la défense des droits des consommateurs

36 - Le Conseil d'Etat :

- A. est le juge administratif suprême
- B. rend des avis juridiques consultatifs sur les lois et réglementations
- C. a son siège à l'Assemblée Nationale
- D. donne un avis sur la nomination du Premier Ministre

37 - Le congrès du Parlement :

- A. se réunit à Versailles
- B. rassemble l'Assemblée Nationale et le Sénat
- C. élit son président
- D. vote des décrets

38 - Quels sont les objectifs des pouvoirs de police du Maire ?

- A. la salubrité publique
- B. le bon ordre public
- C. la sécurité publique
- D. la sûreté publique

39 - La fonction de directeur des opérations de secours peut être tenue par :

- A. le Ministre de l'Intérieur
- B. le Maire
- C. le Préfet Maritime
- D. le Préfet de zone

40 - Les conseillers départementaux :

- A. sont élus pour 5 ans
- B. sont élus par binômes paritaires
- C. leur circonscription est le canton
- D. ne peuvent faire qu'un seul mandat

41 - Les zones de défense et de sécurité :

- A. sont définies dans le code de la défense
- B. sont au nombre de 7 sur le territoire national
- C. sont au nombre de 12 sur le territoire national
- D. sont sous le commandement d'un officier général de l'Armée de Terre

42 - Le centre national de la fonction publique territoriale :

- A. est un établissement public à caractère administratif
- B. forme uniquement les agents relevant des catégories A et B
- C. possède un budget dont la source de financement principale est les cotisations versées par les employeurs territoriaux
- D. a pour principale mission la formation des fonctionnaires de la fonction publique territoriale

43 – A quelle date a été adoptée la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen ?

- A. 26 Août 1789
- B. 8 mai 1945
- C. 27 octobre 1946
- D. 4 octobre 1958

44 - Les Centres de gestion de la fonction publique territoriale (CDG) :

- A. assurent la publicité des créations et vacances d'emplois
- B. proposent aux collectivités et établissements publics affiliés une assistance juridique statutaire
- C. proposent aux agents un accompagnement personnalisé pour l'élaboration d'un projet professionnel
- D. sont des établissements publics locaux à caractère administratif institués au niveau départemental

45 - Quelle(s) compétence(s) est/sont détenue(s) par les départements ?

- A. La construction, l'entretien et l'équipement des lycées
- B. La gestion et le traitement des déchets
- C. La voirie départementale
- D. La gestion des ports maritimes et intérieurs, ou de certains aérodromes

46 - Pour valoriser l'investissement d'un agent, placé sous sa responsabilité au service des jeunes sapeurs-pompiers, un officier de garde peut proposer que l'agent soit récipiendaire de :

- A. la fourragère tricolore
- B. la médaille de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif
- C. la médaille pour acte de courage et de dévouement
- D. la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers pour service exceptionnel

47 – Si un sapeur-pompier professionnel refuse de partir en intervention, arguant le droit de retrait :

- A. il s'expose à une sanction disciplinaire
- B. il s'expose à une sanction pénale
- C. il peut se voir appliquer une retenue de salaire
- D. il peut se voir retirer ses diplômes de formation de professionnalisation

48 - Quelles sont les conditions à remplir pour être SPV?

- A. Avoir obligatoirement la nationalité française
- B. Avoir 18 ans
- C. Jouir de ces droits civiques
- D. Ne pas avoir subi de condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions

49 - Quels sont les paramètres qui permettent de considérer le risque feux de forêts comme majeur (règle dite des « 30 ») :

- A. pente > 30°
- B. température > 30°C
- C. hygrométrie > 30%
- D. vent > 30km/h

50 - La protection fonctionnelle :

- A. peut être mise en œuvre pour un fonctionnaire ou un contractuel
- B. est une protection du fonctionnaire mise en œuvre par son employeur dans le cas d'un litige ou d'une agression dans le cadre du service
- C. s'applique également à une faute personnelle
- D. peut être refusée

51- Le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires :

- A. est saisi obligatoirement pour avis sur le SDACR et le règlement intérieur du SDIS
- B. peut être chargé de conduire des analyses et des études sur le volontariat chez les sapeurs-pompiers
- C. comprend au moins sept représentants des sapeurs-pompiers volontaires
- D. comprend des représentants des sapeurs-pompiers volontaires élus au scrutin uninominal majoritaire à un tour

52 - L'entretien professionnel dans la fonction publique territoriale :

- A. ne peut pas être contesté par l'agent
- B. se conclut par une note
- C. est conduit par le supérieur hiérarchique direct
- D. fait l'objet d'un compte-rendu

53 - Les EPI sont classés en :

- A. 3 catégories A, B et C
- B. 3 catégories I, II et III
- C. 2 niveaux de catégorie I et II
- D. 2 niveaux de catégorie A et B

54 - Quels sont les emplois qui peuvent être tenus par un lieutenant de 1ère classe ?

- A. Officier de garde (effectif de sapeurs-pompiers postés supérieur à 10)
- B. Chef de service (effectif d'agent supérieur à 5)
- C. Chef de colonne
- D. Chef d'un centre d'incendie et de secours comportant plus de 9 sapeurs-pompiers professionnels

55 - Un chef de groupe peut occuper les fonctions opérationnelles suivantes :

- A. Commandant des opérations de secours
- B. Chef du poste de commandement
- C. Officier renseignement
- D. Officier action

56 - Quel(s) document(s) a/ont notamment pour objectif de répondre à la nouvelle approche du pacte capacitaire entre les SIS et les collectivités territoriales ?

- A. Le règlement Opérationnel
- B. Le classement des Centres de secours
- C. Le CoTRRIM
- D. LE SDACR

57 - Avec un émulseur 6/6, en utilisant un taux d'application de 10L/min/m², quelle est la quantité d'émulseur nécessaire pour assurer l'extinction (20min) d'une cuvette de 200m² de liquide inflammable non polaire ?

- A. 24L
- B. 240L
- C. 2400L
- D. 24000L

58 - La formation "sensibilisation aux gestes qui sauvent" (GQS) :

- A. est d'une durée de 2 heures
- B. est d'une durée de 7 heures
- C. a pour objet l'acquisition des connaissances nécessaires pour réagir face à une hémorragie externe
- D. a pour objet l'acquisition des connaissances nécessaires pour réaliser un bilan secouriste

59 - Les agences régionales de santé :

- A. sont des établissements publics administratifs
- B. sont dirigées par le préfet de département
- C. sont placées sous la double tutelle du ministre de l'intérieur et du ministre de la santé
- D. disposent de délégations départementales

60 - Quels sont les documents de références concernant les pratiques opérationnelles ?

- A. GDO
- B. GTO
- C. PIO
- D. RIM